

CONSTRUCTION DE DÉFENSE CANADA

2023-2024

RAPPORT FINANCIER DU

DEUXIÈME TRIMESTRE

DE L'EXERCICE

CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2023

Rapport de gestion et états financiers
intermédiaires résumés non audités

CONSTRUCTION
DE DÉFENSE
CANADA




DEFENCE
CONSTRUCTION
CANADA





TABLE DES MATIÈRES

Rapport de Gestion	1
1.0 Importance relative	1
2.0 Profil de la Société	1
3.0 Indicateurs de rendement opérationnel	2
4.0 Gestion des risques	4
5.0 Résultats financiers	4
6.0 Perspectives de CDC	15
États Financiers Intermédiaires Résumés Non Audités	16



RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente les résultats financiers et les changements opérationnels pour le deuxième trimestre clos le 30 septembre 2023 de Construction de Défense Canada (la « Société » ou « CDC »). Il doit être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités pour le trimestre clos le 30 septembre 2023.

La Société a préparé le présent rapport trimestriel conformément aux dispositions de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Selon cette loi, toutes les sociétés d'État fédérales doivent préparer et publier un rapport dans les 60 jours suivant la clôture de chaque trimestre financier. Présentés en dollars canadiens, ces états financiers ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* ainsi qu'à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Nous recommandons également de lire ces renseignements à la lumière des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2023 et du rapport de gestion s'y rapportant (le « *Rapport annuel 2022-2023* »). La direction de CDC est responsable de l'information présentée dans les états financiers intermédiaires résumés non audités ainsi que dans son rapport de gestion.

Dans l'analyse qui suit, toutes les mentions du deuxième trimestre renvoient au trimestre clos le 30 septembre 2023. Toute mention du deuxième trimestre de l'exercice précédent renvoie au trimestre clos le 30 septembre 2022. Toute mention du cumul de l'exercice à ce jour renvoie à la période de six mois close le 30 septembre 2023. Toute mention du cumul de l'exercice à ce jour de l'exercice précédent renvoie à la période de six mois close le 30 septembre 2022. Toute mention de la clôture de l'exercice précédent renvoie au 31 mars 2023.

1.0 IMPORTANCE RELATIVE

Au moment de déterminer les renseignements à fournir dans le rapport de gestion, la direction applique le principe de l'importance relative. Selon ce principe, la direction considère des renseignements comme importants lorsqu'elle juge que leur omission ou leur inexactitude serait susceptible d'influer sur les décisions que prennent les utilisateurs en se fondant sur les informations financières.

2.0 PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

Construction de Défense Canada (CDC, ou la Société) est une société d'État dont l'objectif est de mener à bien l'approvisionnement et la réalisation de projets d'infrastructure et d'environnement de défense. Son mandat premier est de répondre aux besoins en matière d'infrastructure, de biens immobiliers et d'environnement du ministère de la Défense nationale (MDN) et des Forces armées canadiennes (FAC) en offrant des services de consultation, de collaboration, de planification, de prestation et de gestion dans le cadre de marchés de défense.

Depuis sa fondation, CDC fournit un soutien au gouvernement du Canada, y compris à ses ministères et organismes, tant au pays qu'à l'étranger. CDC compte actuellement deux grands clients-partenaires, en l'occurrence le groupe Infrastructure et environnement (IE) du MDN et le Centre de la sécurité des télécommunications. Services partagés Canada (SPC) fait également appel aux services de CDC relativement à son centre de données d'entreprises de la base des Forces canadiennes (BFC) Borden.

Nous sommes fiers de travailler avec le MDN depuis 1951. Cette collaboration nous a permis d'acquérir l'expertise spécialisée et la vaste base de connaissances voulues pour gérer des projets au pays et à l'étranger, tant des projets de type classique que des projets novateurs, allant de simples travaux d'entretien à des projets de construction complexes. De la planification des besoins de projets au déclassement d'installations, le travail de CDC recouvre un large éventail d'activités. Les ressources de la Société en matière de prestation de services se divisent en cinq secteurs de services.

SERVICES DES MARCHÉS

L'équipe des Services des marchés s'occupe de la planification et des marchés pour les biens et pour les services professionnels, environnementaux, immobiliers, de construction et d'entretien.

SERVICES DE GESTION DES MARCHÉS

Le secteur des Services de gestion des marchés participe à l'édification, à la rénovation et à l'entretien d'installations dans le cadre du programme IE du MDN.

SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

Le secteur des Services environnementaux aide le MDN à atteindre ses objectifs en matière d'environnement, à se conformer aux exigences de la réglementation en place et à gérer les contrôles diligents et les risques.

SERVICES DE GESTION DES PROJETS ET DES PROGRAMMES

Le secteur des Services de gestion des projets et des programmes conseille sur des questions comme les besoins en infrastructure, la planification des programmes, et le contrôle des calendriers et de la documentation.

SERVICES DE GESTION DES BIENS IMMOBILIERS

L'équipe des Services de gestion des biens immobiliers assure l'entretien efficace de l'infrastructure du MDN en fournissant un soutien tactique et stratégique pendant la totalité du cycle de vie des biens immobiliers.

3.0 INDICATEURS DU RENDEMENT OPÉRATIONNEL

3.1 COÛTS DE LA PRESTATION DES SERVICES DE CDC

Cet indicateur rend compte du coût de la prestation des services axés sur les programmes de CDC, y compris la gestion des marchés, la gestion des projets et des programmes, et les services des marchés, par rapport au montant budgété pour le programme d'infrastructure et d'environnement offert par CDC. La Société s'attend à ce que ces coûts chutent pour s'établir à 9 % à 15 % des dépenses de programme réelles des clients-partenaires. Pour ce qui est du cumul annuel jusqu'à ce jour, le coût de la prestation de services axés sur les programmes était de 15 %, en hausse d'un point de pourcentage par rapport à 2022-2023. Cette augmentation est attribuable à une hausse planifiée des taux de facturation et à une plus grande demande de services axés sur les programmes, qui ont entraîné une hausse des revenus.



3.2 TAUX D'UTILISATION DE L'EFFECTIF

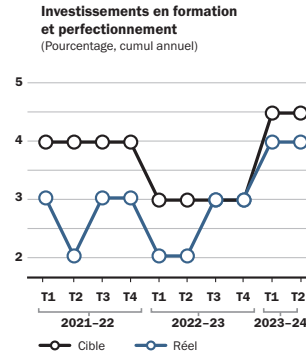
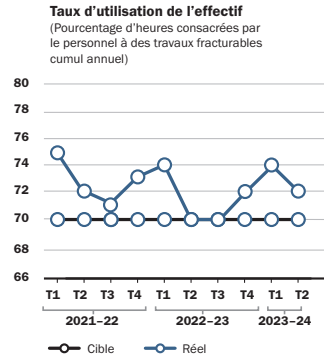
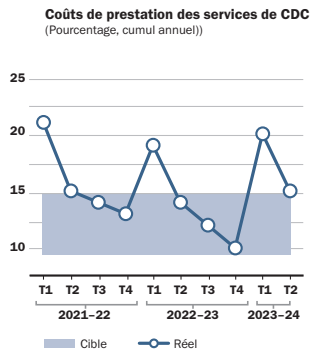
Le taux d'utilisation de l'effectif renvoie au pourcentage d'heures consacrées par le personnel à des fonctions liées à la prestation de services facturables aux clients-partenaires, par opposition aux heures consacrées à des initiatives stratégiques d'entreprise et à des fonctions administratives considérées comme du soutien auxiliaire, ou des congés payés. Il s'agit là d'un important indicateur d'efficacité et de productivité, et d'un précieux outil de gestion financière.

La Société se fixe un objectif de recouvrement de 70 % des heures de travail des employés auprès des clients-partenaires. Pour ce qui est du cumul annuel jusqu'à ce jour, le taux d'utilisation était de 72 %, soit une augmentation de deux points de pourcentage par rapport à la même période en 2022-2023. Le taux d'utilisation s'est accru du fait que les clients-partenaires ont demandé plus de services que prévu.

3.3 INVESTISSEMENTS EN FORMATION ET PERFECTIONNEMENT

La capacité de CDC à bien servir le MDN dépend pour beaucoup des compétences de son personnel, ce qui fait du maintien en poste d'une main-d'œuvre qualifiée et professionnelle un objectif primordial. L'indicateur de rendement de CDC en matière de formation et de perfectionnement est établi à partir du budget annuel de perfectionnement professionnel, lequel représente la somme des charges directes et des charges liées aux heures que consacre le personnel à des activités de formation et de perfectionnement, exprimée en pourcentage de la masse salariale de base. En 2023-2024, CDC a augmenté son objectif annuel de dépenses en formation et perfectionnement de 3 % à 4,5 % de la masse salariale de base pour être plus en phase avec les tendances de l'industrie en formation et perfectionnement ainsi qu'avec les pratiques exemplaires pour les organisations de taille semblable. Cette augmentation a permis à CDC de financer de nouvelles initiatives nationales de formation et de perfectionnement et de mieux soutenir les activités de formation et de perfectionnement en personne et les déplacements connexes à la suite de la levée des mesures liées à la COVID-19.

Pour le cumul annuel jusqu'à ce jour, le pourcentage réel a été de 4 %, soit une hausse de deux points de pourcentage par rapport à la même période en 2022-2023. Le montant de l'investissement en formation dépend de l'effort requis pour élaborer et maintenir des cours à l'interne, ainsi que du calendrier des activités de perfectionnement professionnel dans diverses régions. L'augmentation pour le cumul annuel jusqu'à ce jour s'explique par le fait que des forums de leadership et régionaux en personne ont eu lieu en 2023-2024.



4.0 GESTION DES RISQUES

Il n'y a pas eu de variation notable sur le plan des risques encourus par la Société, tels que la direction les a définis sous la rubrique 5.0, Gestion des risques, du rapport de gestion du *Rapport annuel 2022-2023* de CDC.

5.0 RÉSULTATS FINANCIERS

5.1 PRODUITS

PRODUITS TIRÉS DES SERVICES FACTURÉS

Les produits tirés des services facturés pour toutes les activités combinées se chiffrent à 43 millions de dollars pour le deuxième trimestre, en hausse de 6 millions de dollars, soit environ 16 %, par rapport au trimestre correspondant de 2022-2023. Pour l'exercice à ce jour, les produits des services facturés s'élevaient à 89 millions de dollars, en hausse de 11 millions de dollars, soit environ 15 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation tient à une hausse de la demande de services des clients-partenaires combinée à une augmentation du taux de facturation prévue pour l'année.

En général, les produits tirés des services facturés sont directement corrélés aux dépenses du MDN dans des projets d'infrastructure et d'environnement. Les produits tirés des services facturés augmentent en fonction de la hausse du nombre de projets du MDN et de leur valeur en dollars, et diminuent dans le cas contraire. La nature cyclique du financement du MDN se répercute directement sur la demande à l'égard des services offerts par la Société et, par ricochet, sur les produits tirés des services facturés.

Produits, par activité (en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre		Variation		Semestre clos le 30 septembre		Variation	
	2023	2022	\$	%	2023	2022	\$	%
Gestion des marchés	17 891 \$	15 985 \$	1 906	12 %	37 218 \$	32 691 \$	4 527	14 %
Gestion des projets et des programmes	10 717	8 935	1 782	20 %	22 053	18 912	3 141	17 %
Soutien technique en matière de biens immobiliers	4 864	4 343	521	12 %	9 819	8 793	1 026	12 %
Passation de marchés	3 367	3 064	303	10 %	6 917	6 275	642	10 %
Soutien technique en matière de construction	3 224	2 306	918	40 %	6 283	5 048	1 235	24 %
Soutien technique en matière d'environnement	3 307	2 713	594	22 %	6 648	5 770	878	15 %
Total des produits tirés des services facturés	43 371 \$	37 346 \$	6 025	16 %	88 938 \$	77 489 \$	11 449	15 %

Gestion des marchés

Les produits tirés de la gestion des marchés ont progressé de 12 % pour le deuxième trimestre et de 14 % pour l'exercice à ce jour par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette progression est le résultat de l'accroissement de la demande des clients-partenaires (qui représente respectivement 8,5 et 10,5 points de pourcentage des hausses) et de la majoration des taux de facturation (qui représente 3,5 points de pourcentage pour chaque augmentation). L'accroissement de la demande tient à la variabilité des services requis par les clients-partenaires à mesure que les projets progressent des étapes de la gestion des projets et des programmes et de la passation de marchés à la gestion des marchés.

Gestion des projets et des programmes

Les produits découlant de la gestion des projets et des programmes ont augmenté de 20 % au cours du deuxième trimestre et de 17 % pour l'exercice à ce jour par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette augmentation est le résultat de la hausse de la demande des clients-partenaires (qui représente respectivement 16,5 et 13,5 points de pourcentage des hausses) et de la majoration des taux de facturation (qui représente 3,5 points de pourcentage pour chaque augmentation).

Soutien technique en matière de biens immobiliers

Les produits tirés du soutien technique en matière de biens immobiliers ont progressé de 12 %, tant au deuxième trimestre que pour l'exercice à ce jour par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette hausse est le résultat de l'accroissement de la demande de services liés à la gestion des installations et du portefeuille (qui représente 8,5 points de pourcentage des hausses) et de la majoration des taux de facturation (qui représente 3,5 points de pourcentage pour chaque augmentation).

Passation de marchés

Les produits tirés de la passation de marchés ont augmenté de 10 %, tant au deuxième trimestre que pour l'exercice à ce jour par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette progression est le résultat de l'accroissement de la demande des clients-partenaires (qui représente 6,5 points de pourcentage de chaque hausse) et de la majoration des taux de facturation (qui représente 3,5 points de pourcentage pour chaque augmentation).

Soutien technique en matière de construction

Les produits tirés du soutien technique en matière de construction ont augmenté de 40 % au deuxième trimestre et de 24 % pour l'exercice à ce jour, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette augmentation est le résultat de la hausse de la demande des clients-partenaires (qui représente respectivement 36,5 et 20,5 points de pourcentage des hausses) et de la majoration des taux de facturation (qui représente 3,5 points de pourcentage pour chaque augmentation).

Soutien technique en matière d'environnement

Les produits tirés du soutien technique en matière d'environnement ont augmenté de 22 % au deuxième trimestre et de 15 % pour l'exercice à ce jour, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette hausse est le résultat de l'accroissement de la demande (qui représente respectivement 18,5 et 11,5 points de pourcentage des hausses) et de la majoration des taux de facturation (qui représente 3,5 points de pourcentage pour chaque augmentation).

PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers, que la Société dégage de ses placements et du solde moyen de son compte bancaire, ont augmenté de 255 000 \$, soit environ 65 %, au deuxième trimestre, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Pour l'exercice à ce jour, les produits financiers ont augmenté de 595 000 \$, ou 96 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les augmentations pour les deux périodes sont le résultat d'un taux de rendement plus élevé en raison de la hausse des taux d'intérêt et de l'investissement d'un montant supérieur de liquidités qui n'étaient pas immédiatement nécessaires aux fins de l'exploitation, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent (le solde de l'investissement au 30 septembre 2023 était supérieur de 91 % à celui du 30 septembre 2022, tandis que le solde des liquidités était inférieur de 52 % pour la même période).

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre		Variation		Semestre clos le 30 septembre		Variation	
	2023	2022	\$	%	2023	2022	\$	%
Produits financiers	649 \$	394 \$	255	65 %	1 218 \$	623 \$	595	96 %

5.2 CHARGES

SALAIRES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

Les salaires ont totalisé 29 millions de dollars au deuxième trimestre, en hausse de 2 millions de dollars, ou d'environ 9 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Pour le cumul de l'exercice, les salaires totalisent 62 millions de dollars, en hausse de 5 millions de dollars, ou environ 10 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Ces augmentations sont principalement attribuables à une hausse d'environ 8 % de l'effectif, ou 90 équivalents temps plein, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison du renforcement de la demande des clients-partenaires. Le reste de l'augmentation tient à la hausse prévue de la masse salariale annuelle, liée aux facteurs économiques et à la rémunération au rendement.

Au deuxième trimestre, les avantages du personnel ont totalisé 8 millions de dollars, une augmentation de 1 million de dollars, ou environ 16 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Pour le cumul de l'exercice, les charges sociales totalisent 16 millions de dollars, en hausse de 2 millions de dollars, ou environ 14 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette progression s'explique par la croissance de l'effectif de la Société et une hausse du coût des avantages sociaux futurs.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre		Variation		Semestre clos le 30 septembre		Variation	
	2023	2022	\$	%	2023	2022	\$	%
Salaires	29 433 \$	26 973 \$	2 460	9 %	61 528 \$	56 066 \$	5 462	10 %
Avantages du personnel	7 774	6 707	1 067	16 %	16 196	14 234	1 962	14 %
Total des salaires et avantages du personnel	37 207 \$	33 680 \$	3 527	10 %	77 724 \$	70 300 \$	7 424	11 %
Avantages du personnel en pourcentage de la masse salariale	26 %	25 %			26 %	25 %		

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Les charges opérationnelles et frais d'administration ont totalisé 3 millions de dollars au deuxième trimestre, soit une hausse de 815 000 \$, ou environ 31 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le cumul de l'exercice à ce jour, les charges opérationnelles et frais d'administration s'élèvent à 7 millions de dollars, en hausse de 27 % par rapport à l'exercice précédent. Divers facteurs expliquent ces charges.

	Trimestre clos le		Variation		Semestre clos le		Variation		Analyse de la variation
	30 septembre	2022	\$	%	30 septembre	2022	\$	%	
(en milliers de dollars)	2023	2022	\$	%	2023	2022	\$	%	
Infonuagique	572	453	119	26 %	1 122	900	222	25 %	Ces augmentations sont imputables à la hausse des coûts associés à la gestion des services infonuagiques, au remplacement de l'intranet et à l'introduction de logiciels mobiles de gestion des marchés pour répondre à la demande des clients-partenaires.
Entretien de logiciels	472	386	86	22 %	919	824	95	12 %	Les augmentations sont attribuables à l'ajout d'employés, nécessaire pour répondre à la demande de services accrue de la part des clients-partenaires.
Services professionnels	383	347	36	10 %	824	707	117	17 %	Les augmentations sont attribuables à des initiatives de ressources humaines, comme l'équité salariale et la diversité et l'inclusion, ainsi qu'à des initiatives de technologies de l'information, comme l'examen des processus de gestion de l'information et le remplacement de l'intranet.
Formation et perfectionnement des employés	325	154	171	111 %	674	290	384	132 %	Ces augmentations sont attribuables à une initiative nationale de formation en leadership et au retour des forums régionaux en personne.
Location de matériel	262	290	(28)	-10 %	472	549	(77)	-14 %	Ces baisses sont attribuables à l'achat, au troisième trimestre de 2022, de périphériques qui étaient du matériel loué au deuxième trimestre et au premier semestre de l'exercice précédent.
Exploitation d'installations louées	244	181	63	35 %	514	428	86	20 %	Ces augmentations sont attribuables à un recouvrement ponctuel des coûts d'exploitation au cours de l'exercice précédent et au début du contrat de location du nouveau Bureau régional du Pacifique.
Mobilier et équipement	221	18	203	1128 %	251	25	226	904 %	Les hausses sont attribuables à l'achat de mobilier et d'équipement pour le nouveau Bureau régional du Pacifique.

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION (SUITE)

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre		Variation		Semestre clos le 30 septembre		Variation		Analyse de la variation
	2023	2022	\$	%	2023	2022	\$	%	
Téléphonie et communication de données	170	218	(48)	-22 %	335	399	(64)	-16 %	Ces baisses sont dues aux mesures d'optimisation qui ont réduit le nombre de lignes terrestres dans les bureaux régionaux et de site.
Services, fournitures et matériel de bureau	159	132	27	20 %	308	305	3	1 %	Les augmentations sont attribuables à la hausse des coûts de l'assurance cybersécurité, compensée légèrement par le report des coûts du 70 ^e anniversaire à l'exercice précédent.
Déplacements	156	117	39	33 %	370	223	147	66 %	Ces augmentations sont le résultat du retour progressif des déplacements d'affaires aux niveaux antérieurs à la COVID-19.
Services et communications clients	118	116	2	2 %	217	228	(11)	-5 %	La variation au deuxième trimestre est négligeable. La baisse pour le cumul de l'exercice à ce jour est attribuable au fait que la Société a engagé des coûts ponctuels pour des articles promotionnels de CDC et pour le travail d'identité visuelle lié à Relations progressistes avec les Autochtones à l'exercice précédent.
Réinstallation d'employés	80	74	6	8 %	109	114	(5)	-4 %	Les variations sont négligeables.
Recrutement	75	54	21	39 %	217	65	152	234 %	Les hausses sont attribuables à une plus forte demande en services de recrutement en externe en raison de la concurrence sur le marché du travail.
Matériel informatique	71	17	54	318 %	87	25	62	248 %	Les augmentations sont attribuables à des achats d'accessoires informatiques.
Hébergement	40	25	15	60 %	104	45	59	131 %	Les augmentations sont attribuables à des initiatives de formation supplémentaires et à des réunions en personne.
Logiciels	37	11	26	236 %	103	71	32	45 %	Les augmentations sont attribuables à l'achat d'autres licences de logiciels.
Abonnements et adhésions	33	18	15	83 %	58	46	12	26 %	Ces augmentations sont attribuables à la hausse des coûts d'abonnement mensuels et à l'augmentation du nombre d'abonnements.
Autres	17	4	13	325 %	23	8	15	188 %	Ces augmentations sont liées à des dépenses ponctuelles et à une nouvelle initiative visant à soutenir les emplois de la prochaine génération dans l'industrie.

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION (SUITE)

	Trimestre clos le 30 septembre		Variation		Semestre clos le 30 septembre		Variation		Analyse de la variation
	2023	2022	\$	%	2023	2022	\$	%	
(en milliers de dollars)									
Poste et transport de marchandises	12	6	6	100 %	17	13	4	31 %	Les variations sont négligeables.
Améliorations locatives	—	11	(11)	-100 %	—	11	(11)	-100 %	Les baisses sont attribuables aux rénovations effectuées dans un bureau régional à l'exercice précédent.
Total des charges opérationnelles et frais d'administration	3 447 \$	2 632 \$	815	31 %	6 724 \$	5 276 \$	1 448	27 %	

DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

La dotation aux amortissements a diminué de 4 %, ou 16 000 \$, au deuxième trimestre, et a diminué de 5 %, ou 47 000 \$, pour l'exercice à ce jour comparativement à l'exercice précédent. L'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation a diminué de 6 %, ou 19 000 \$, au deuxième trimestre et a diminué de 8 %, ou 50 000 \$, pour l'exercice à ce jour comparativement à l'exercice précédent, en raison principalement des modifications apportées au bail du siège social. L'amortissement des immobilisations corporelles au deuxième trimestre et pour l'exercice à ce jour a augmenté de 5 000 \$ tant au deuxième trimestre que pour l'exercice à ce jour par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. L'amortissement des immobilisations incorporelles au deuxième trimestre et pour l'exercice à ce jour a diminué de 2 000 \$, tant au deuxième trimestre que pour l'exercice à ce jour par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

	Trimestre clos le 30 septembre		Variation		Semestre clos le 30 septembre		Variation	
	2023	2022	\$	%	2023	2022	\$	%
(en milliers de dollars)								
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	312 \$	331 \$	(19)	-6 %	611 \$	661 \$	(50)	-8 %
Amortissement des immobilisations corporelles	112	107	5	5 %	218	213	5	2 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	4	6	(2)	-33 %	9	11	(2)	-18 %
Total de la dotation aux amortissements	428 \$	444 \$	(16)	-4 %	838 \$	885 \$	(47)	-5 %



5.3 RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL

Le résultat net et le résultat global du trimestre courant sont de 3 millions de dollars, comparativement à un résultat net de 1 million de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Pour le cumul de l'exercice à ce jour, la Société a réalisé un résultat net de 5 millions de dollars, par rapport à un résultat net de 2 millions de dollars à l'exercice précédent. La hausse du résultat net pour les deux périodes est due à une augmentation de la demande pour les services de CDC, ainsi qu'à la majoration prévue des taux de facturation. Ceux-ci ont été partiellement contrebalancés par la hausse des coûts d'exploitation, ainsi que par la croissance des salaires attribuable à l'augmentation des ETP et à l'augmentation annuelle des salaires.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre		Variation		Semestre clos le 30 septembre		Variation	
	2023	2022	\$	%	2023	2022	\$	%
Résultat net et résultat global	2 874 \$	935 \$	1 939	207 %	4 754 \$	1 550 \$	3 204	207 %

5.4 TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

La politique de gestion financière et de gestion de la trésorerie de CDC est expliquée dans le *Rapport annuel 2022-2023*.

TRÉSORERIE, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET PLACEMENTS

La trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements totalisaient 60 millions de dollars au 30 septembre 2023, une hausse de 4 millions de dollars, ou 8 %, par rapport au 31 mars 2023.

Au 30 septembre 2023, le solde de trésorerie et d'équivalents de trésorerie s'élevait à 21 millions de dollars, en hausse de 4 millions de dollars, ou 24 %, par rapport au 31 mars 2023. Pour la période de six mois suivant le 31 mars 2023, la Société a généré 6 millions de dollars de trésorerie provenant des activités opérationnelles, consacré 1 million de dollars aux dépenses d'investissement et 294 000 \$ à l'acquisition de placements, et dépensé 656 000 \$ pour s'acquitter de ses obligations locatives.

Au 30 septembre 2023, le solde de trésorerie de CDC était inférieur de 26 à 34 millions de dollars à la fourchette ciblée pour ses réserves de fonctionnement pour 2023-2024, en raison de l'achat non prévu d'une nouvelle obligation provinciale et d'un certificat de placement garanti.

Au 30 septembre 2023, les placements (courants et non courants) totalisaient 40 millions de dollars, en hausse de 361 000 \$, ou 1 %, par rapport à la clôture de l'exercice 2022-2023. Cette augmentation s'explique par l'acquisition d'un certificat de placement garanti et d'une obligation provinciale, contrebalancée par le rachat de placements arrivés à échéance.

Les placements sont composés d'actifs financiers non dérivés assortis de paiements fixes ou calculables et d'une échéance fixe. La Société investit actuellement dans des obligations cotées, des certificats de placement garanti et des fonds communs de placement qui sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les placements détenus sont cohérents avec la politique de placement approuvée par le conseil d'administration. La Société entend détenir ces placements jusqu'à leur échéance.

CRÉANCES CLIENTS

Les créances clients sont les sommes à recevoir de clients-partenaires de la Société, notamment le MDN. Au 30 septembre 2023, les créances clients totalisaient 35 millions de dollars, en hausse de 3 millions de dollars, ou 10 %, par rapport au 31 mars 2023. La hausse tient surtout à l'augmentation des produits découlant des clients-partenaires, et du délai de recouvrement de ces comptes débiteurs. Toutes les créances clients sont considérées comme entièrement recouvrables.

PASSIFS COURANTS

Les passifs courants totalisaient 27 millions de dollars au 30 septembre 2023, en hausse de 5 millions de dollars, ou 23 %, par rapport au 31 mars 2023. L'augmentation des passifs courants est principalement due à l'accroissement des produits comptabilisés d'avance et au calendrier des paiements des fournisseurs.

Trésorerie et ressources en capital (en milliers de dollars)	Au		Variation	
	30 septembre 2023	31 mars 2023	\$	%
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20 520 \$	16 563 \$	3 957	24 %
Placements	39 734	39 373	361	1 %
Trésorerie, équivalents de trésorerie et placements	60 254 \$	55 936 \$	4 318	8 %
Créances clients	35 173 \$	31 961 \$	3 212	10 %
Passifs courants	27 246 \$	22 109 \$	5 137	23 %

5.5 AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société inscrit une obligation liée au coût estimatif des congés de maladie qui restent dans un régime de congés de maladie réduit (remplacé par un régime de prestations d'invalidité de courte durée), et des prestations de retraite pour ses employés actifs, ainsi que des prestations de soins de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie pour ses retraités. Ce passif est estimé par calcul actuariel. Au 30 septembre 2023, la charge à payer au titre des avantages du personnel s'élevait à 36 millions de dollars, en hausse de 2 millions de dollars, ou environ 5 %, par rapport au 31 mars 2023.

Dans l'ensemble, le passif a augmenté parce que le coût des services rendus au cours de la période (1 million de dollars) et l'intérêt sur la valeur actualisée de l'obligation (878 000 \$) étaient supérieurs aux cotisations des employés aux régimes d'avantages du personnel (361 000 \$).

(en milliers de dollars)	Au		Variation	
	30 septembre 2023	31 mars 2023	\$	%
Partie courante	2 471 \$	2 403 \$	68	3%
Partie non courante	33 087	31 519	1 568	5%
Total des avantages du personnel	35 558 \$	33 922 \$	1 636	5%

5.6 DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement de la Société totalisent 1 million de dollars pour le deuxième trimestre. Il n'y a pas eu de dépenses d'investissement au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à des améliorations locatives apportées dans un bureau régional et à des modifications apportées au contrat de location du siège social. En cumul annuel, les dépenses d'investissement totalisent 2 millions de dollars, en raison principalement du début du contrat de location du nouveau Bureau régional du Pacifique, des améliorations locatives apportées à ce nouveau bureau et de la modification d'un bail existant.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le		Variation		Semestre clos le		Variation	
	30 septembre	2022	\$	%	30 septembre	2022	\$	%
	2023	2022			2023	2022		
Mobilier et équipement	7 \$	— \$	7	—	7 \$	60 \$	(53)	-88 %
Améliorations locatives	413	—	413	—	937	—	937	—
Immobilisations incorporelles	—	—	—	—	—	12	(12)	-100 %
Actifs au titre de droits d'utilisation	1 014	—	1 014	—	1 165	—	1 165	—
Total des dépenses d'investissement	1 434 \$	— \$	1 434	—	2 109 \$	72 \$	2 037	2829 %

5.7 COMPARAISON DES RÉALISATIONS AUX PROJECTIONS

Le tableau suivant compare les résultats réels de la Société au deuxième trimestre de 2023-2024 avec les projections du Plan d'entreprise (le Plan). Les résultats réels de la Société en comparaison aux projections du Plan sont meilleurs que prévu.

Les produits tirés des services facturés pour la période sont de 2 % supérieurs aux projections du Plan. Cette hausse s'explique par une demande plus forte que prévu pour ces services de la part du MDN.

Les frais de déplacement et décaissements recouverts ont été de 174 % supérieurs à ceux du Plan, en raison du retour progressif des déplacements aux niveaux pré-COVID-19.

Les produits financiers ont été de 29 % supérieurs aux projections du Plan, en raison de l'augmentation du solde de placement et de taux d'intérêt plus élevés.

Les salaires et avantages du personnel ont été de 2 % plus élevés que les prévisions du Plan, en raison de la hausse du coût des avantages du personnel et d'une augmentation imprévue des ETP en raison de la demande plus élevée des clients-partenaires.

Les charges opérationnelles et frais d'administration ont été de 19 % inférieurs aux projections. Cette baisse tient principalement au calendrier des dépenses liées aux services professionnels et des services d'informatique en nuage ainsi qu'aux niveaux plus bas que prévu de formation et de perfectionnement des employés.

L'amortissement a été de 16 % inférieur aux projections du Plan, en raison du prolongement des échéances de construction du Bureau régional du Pacifique et des modifications apportées au bail du siège social. Ces modifications ont permis de réduire les coûts sur la durée du bail renouvelé pour CDC, en réduisant le montant de l'amortissement.

Le résultat net a été de 2 millions de dollars supérieur aux projections du Plan, principalement en raison de la hausse de la demande de services et de charges opérationnelles et frais d'administration moins élevés que prévu. Cette hausse a été partiellement contrebalancée par des salaires et avantages du personnel plus élevés que prévu.

Les dépenses d'investissement ont été de 17 % inférieures aux prévisions, en raison du moment du renouvellement du bail d'un bureau régional existant, du calendrier des achats de mobilier et d'équipement, et des coûts d'amélioration locative moins élevés que prévu pour le nouveau Bureau régional du Pacifique.

(en milliers de dollars)	Semestre clos le 30 septembre		Variation	
	Réel	Plan d'entreprise	\$	%
Produits				
Produits tirés des services facturés	88 938 \$	87 515 \$	1 423	2 %
Frais de déplacement et décaissements recouverts	2 006	732	1 274	174 %
Produits financiers	1 218	946	272	29 %
Produits totaux	92 162	89 193	2 969	3 %
Charges				
Salaires et avantages du personnel	77 724	75 908	1 816	2 %
Charges opérationnelles et frais d'administration	6 724	8 296	(1 572)	-19 %
Frais de déplacement et décaissements	2 006	732	1 274	174 %
Dotation aux amortissements	838	999	(161)	-16 %
Charges financières	116	112	4	4 %
Total des charges	87 408	86 047	1 361	2 %
Résultat net et résultat global	4 754	3 146	1 608	51 %
Dépenses d'investissement	2 109 \$	2 531 \$	(422)	-17 %

5.8 CHARGES LIÉES AUX MARCHÉS, PAR RÉGION

Les charges liées aux marchés exécutés par la Société dans le cadre du programme du MDN pour le semestre clos le 30 septembre 2023 ont augmenté de 42 millions de dollars, soit 10 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à une mise en œuvre plus rapide du programme du MDN par rapport au cumul de l'exercice précédent. On s'attend à ce que le programme du MDN pour 2023-2024 soit comparable à celui de 2022-2023.

<i>(en milliers de dollars)</i> Région	Semestre clos le 30 septembre		Variation	
	2023	2022	\$	%
Ontario	99 243 \$	84 262 \$	14 981	18 %
Capitale nationale	95 026	71 268	23 758	33 %
Québec	85 874	67 861	18 013	27 %
Ouest	59 415	64 829	(5 414)	-8 %
Pacifique	58 623	65 297	(6 674)	-10 %
Atlantique	55 302	58 403	(3 101)	-5 %
Total des charges liées aux marchés	453 483 \$	411 920 \$	41 563	10 %

6.0 PERSPECTIVES DE CDC

6.1 SUIVI DE LA GUERRE EN UKRAINE

Le 24 février 2022, les troupes russes ont envahi l'Ukraine. Le conflit militaire en cours continue de causer d'importantes pertes, des déplacements de population, des dommages aux infrastructures et des perturbations de l'activité économique en Ukraine. En réaction, de nombreux pays, dont le Canada, ont imposé des sanctions économiques à la Russie.

Bien que la Société soit incapable de déterminer ou de prédire la durée et les répercussions de la guerre en Ukraine, elle continue de suivre la situation et reste prête à fournir tout le soutien supplémentaire requis par le MDN. Si les prix des biens et services qu'elle achète ont subi des hausses minimales, la Société continue néanmoins de surveiller de près les effets généraux de la guerre, y compris les pressions inflationnistes croissantes et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, sur ses activités. La poussée inflationniste amorcée au premier semestre de 2022 a accru l'incertitude autour de nos hypothèses d'inflation liées aux augmentations de salaire futures et des taux de facturation de nos clients-partenaires, et concernant également la planification à long terme relative au régime d'avantages du personnel. Toutefois, CDC n'a pas modifié ses hypothèses de 2022-2023, puisque sa vision à long terme de l'inflation n'a pas changé.

6.2 ÉLARGISSEMENT DE L'OPÉRATION REASSURANCE

Le 10 juillet 2023, le premier ministre Justin Trudeau a annoncé que le Canada s'engageait à consacrer 2,6 milliards de dollars, au renouvellement et à l'élargissement de l'opération REASSURANCE. Cette opération représente la contribution du Canada à la présence avancée renforcée de l'OTAN en Lettonie, où le Canada agit à titre de pays-cadre à la tête d'un groupement tactique multinational. CDC appuie le MDN et les FAC en Lettonie et fait équipe avec son client-partenaire pour comprendre les nouveaux besoins en services.



**ÉTATS
FINANCIERS
INTERMÉDIAIRES
RÉSUMÉS NON
AUDITÉS**

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34, *Information financière intermédiaire*, et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires à la préparation d'états financiers intermédiaires résumés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires résumés. À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires résumés.

Original signé par

Derrick Cheung
Président et premier dirigeant

Marie-Josée Lacombe, CPA
*Vice-présidente,
Finances & Ressources humaines,
et chef des Finances*

Ottawa, Canada
29 Novembre, 2023



ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers de dollars)	Notes	Au	
		30 septembre 2023	31 mars 2023
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		20 520 \$	16 563 \$
Placements	6, 14	6 693	7 057
Produits à recevoir	9	2 989	—
Créances clients	14	35 173	31 961
Charges payées d'avance et autres actifs		1 728	1 366
Autres créances		1 886	1 607
Actifs courants		68 989	58 554
Placements	6, 14	33 041	32 316
Immobilisations corporelles	7	2 651	1 925
Immobilisations incorporelles		18	27
Actifs au titre de droits d'utilisation	13	6 750	6 196
Actifs non courants		42 460	40 464
Total de l'actif		111 449 \$	99 018 \$
Passifs			
Fournisseurs et dettes diverses	14	19 781 \$	17 097 \$
Produits comptabilisés d'avance	9	4 147	1 299
Avantages du personnel	8	2 471	2 403
Obligations locatives	13	847	1 310
Passifs courants		27 246	22 109
Avantages du personnel	8	33 087	31 519
Obligations locatives	13	6 259	5 287
Passifs non courants		39 346	36 806
Total du passif		66 592	58 915
Capitaux propres			
Capital-actions : Autorisé — 1 000 actions ordinaires sans valeur nominale — émis (32 actions ordinaires)		—	—
Résultats non distribués		44 857	40 103
Total des capitaux propres		44 857	40 103
Total du passif et des capitaux propres		111 449 \$	99 018 \$

Engagements : Voir la note 13. Passifs éventuels : Voir la note 15.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de dollars)	Notes	Trimestre clos le 30 septembre		Semestre clos le 30 septembre	
		2023	2022	2023	2022
Produits tirés des services facturés	9	43 371 \$	37 346 \$	88 938 \$	77 489 \$
Frais de déplacement et décaissements recouvrés		855	834	2 006	1 545
Produits financiers		649	394	1 218	623
Produits totaux		44 875	38 574	92 162	79 657
Salaires et avantages du personnel		37 207	33 680	77 724	70 300
Charges opérationnelles et frais d'administration	10	3 447	2 632	6 724	5 276
Frais de déplacement et décaissements		855	834	2 006	1 545
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	13	312	331	611	661
Amortissement des immobilisations corporelles	7	112	107	218	213
Amortissement des immobilisations incorporelles		4	6	9	11
Charges financières	13	64	49	116	101
Total des charges		42 001	37 639	87 408	78 107
Résultat net et résultat global		2 874 \$	935 \$	4 754 \$	1 550 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre		Semestre clos le 30 septembre	
	2023	2022	2023	2022
Capital-actions	— \$	— \$	— \$	— \$
Résultats non distribués				
Solde à l'ouverture de la période	41 983	30 575	40 103	29 960
Résultat net et résultat global	2 874	935	4 754	1 550
Solde à la clôture de la période	44 857 \$	31 510 \$	44 857 \$	31 510 \$
Capitaux propres	44 857 \$	31 510 \$	44 857 \$	31 510 \$

TABLEAU INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

	Notes	Trimestre clos le 30 septembre		Semestre clos le 30 septembre	
		2023	2022	2023	2022
<i>(en milliers de dollars)</i>					
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement					
Résultat net		2 874 \$	935 \$	4 754 \$	1 550 \$
Ajustements de rapprochement du résultat net aux flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement					
Charge au titre des avantages du personnel	8	998	784	1 997	1 569
Avantages du personnel versés	8	(131)	(154)	(361)	(384)
Amortissement des immobilisations corporelles	7	112	107	218	213
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	13	312	331	611	661
Amortissement des immobilisations incorporelles		4	6	9	11
Accroissement des primes d'investissement		(55)	—	(97)	—
Amortissement des primes d'investissement		12	12	30	25
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel					
Créances clients		542	328	(3 212)	(2 816)
Autres créances		65	102	(279)	182
Charges payées d'avance et autres actifs		323	(264)	(362)	(654)
Produits à recevoir		(519)	1 972	(2 989)	(1 081)
Fournisseurs et dettes diverses		(4 375)	(3 656)	2 707	2 625
Produits comptabilisés d'avance		1 227	1 256	2 848	5 111
Flux de trésorerie nets liés aux activités de fonctionnement		1 389	1 759	5 874	7 012
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Acquisition de placements		(1 000)	(1 200)	(2 400)	(1 200)
Rachat et cession de placements		920	700	2 106	1 020
Acquisition d'immobilisations corporelles	7	(575)	(60)	(967)	(62)
Acquisition d'immobilisations incorporelles		—	—	—	(12)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(655)	(560)	(1 261)	(254)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Remboursement d'obligations locatives	13	(335)	(317)	(656)	(632)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		(335)	(317)	(656)	(632)
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période		399	882	3 957	6 126
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		20 121	42 162	16 563	36 918
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		20 520 \$	43 044 \$	20 520 \$	43 044 \$

Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie : Voir la note 11.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.

AVIS AUX LECTEURS

Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas fait l'objet d'un audit ni d'un examen de la part d'un auditeur externe et doivent être lus en parallèle avec les états financiers les plus récents pour l'exercice clos le 31 mars 2023 ainsi qu'avec le rapport de gestion figurant dans le présent rapport financier intermédiaire.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers de dollars canadiens.

1. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS ET DES OBJECTIFS

Construction de défense (1951) Limitée (la « Société ») a été constituée en 1951 en vertu de la Loi sur les compagnies en conformité avec les pouvoirs conférés par la *Loi sur la production de défense* et poursuit ses activités en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société a son siège au 350, rue Albert, Ottawa (Ontario), Canada. Il s'agit d'une société d'État mandataire nommée à la partie 1 de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP). En 1980, dans le cadre du Programme de coordination de l'image de marque, la Société a reçu le titre d'usage « Construction de Défense Canada ». Depuis 1996, la Société relève du ministre des Services publics et de l'Approvisionnement.

Elle a pour mandat de fournir des services professionnels ainsi que des services d'approvisionnement, de construction, d'exploitation et d'entretien en appui à la défense du Canada. Ses services s'adressent surtout au ministère de la Défense nationale (MDN). La Société fournit également des services à l'Agence de logement des Forces canadiennes, au Centre de la sécurité des télécommunications, à Services partagés Canada et à Services publics et Approvisionnement Canada. Les produits de son exploitation sont tirés de la facturation d'honoraires et de frais en échange des services fournis.

2. MODE DE PRÉPARATION ET DE PRÉSENTATION

La Société a préparé les présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* publiée par le Conseil des normes comptables internationales (CNCI) et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Comme l'autorise IAS 34, ces états financiers intermédiaires sont résumés et ne comprennent pas toutes les informations à fournir dans des états financiers annuels. Ils doivent être lus parallèlement avec les états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2023 et le Rapport de gestion du présent trimestre.

Les états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) en vigueur au moment de leur préparation. Ils ont été établis au coût historique, sous réserve des exceptions autorisées par les IFRS et sauf indication contraire dans les présentes notes.



3. SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES

Les présents états financiers intermédiaires résumés suivent les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul que celles décrites dans les notes des états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2023. Sauf indication contraire, les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme à toutes les périodes visées.

4. ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Selon les méthodes comptables de la Société, la direction est appelée à poser des jugements et à formuler des estimations et des hypothèses concernant la valeur comptable des actifs et des passifs qu'elle ne peut facilement déterminer à partir d'autres sources. Les estimations et les hypothèses s'y rattachant sont fondées sur les antécédents ainsi que sur d'autres facteurs considérés comme pertinents dans les circonstances. Les résultats réels pourraient différer à terme des jugements, des estimations et des hypothèses ici retenus.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées à intervalles réguliers. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées au cours de la période où ces révisions sont apportées si ces révisions ont une incidence sur cette période uniquement, ou au cours de la période de révision et des périodes ultérieures si les révisions se répercutent sur les périodes courantes et subséquentes. Les jugements critiques et les principales sources d'incertitude relatives aux estimations figurent dans les notes des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2023.

5. NORMES, MODIFICATIONS ET INTERPRÉTATIONS

5.1 MODIFICATIONS COMPTABLES ACTUELLES

La Société surveille activement les normes nouvelles et modifiées de l'International Accounting Standards Board (IASB). L'IASB n'a pas publié de telles normes qui auraient une incidence sur les états financiers intermédiaires résumés de la Société.

5.2 MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

L'IASB n'a pas publié de normes nouvelles ou modifiées qui pourraient toucher la Société à l'avenir autres que celles qui sont mentionnées dans la note 3 des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2023.

6. PLACEMENTS

Les placements se composent d'obligations du Canada et des Provinces, portant intérêt à des taux effectifs allant de 1,2 % à 4,6 % (taux d'intérêt nominaux allant de 1,8 % à 4,6 %), ainsi que de certificats de placement garanti (CPG) à taux d'intérêt fixes de 0,9 % à 5,1 % (taux d'intérêt nominaux allant de 0,9 % à 5,1 %).



Les échéances des obligations s'échelonnent de septembre 2024 à avril 2028 et celles des CPG, de février 2024 à août 2028, la Société a l'intention de détenir ces placements jusqu'à leur échéance. Les valeurs comptables, évaluées au coût amorti et à la juste valeur des placements, sont présentées dans le tableau ci-après.

	Au		31 mars 2023	
	30 septembre 2023			
Partie courante	6 693	\$	7 057	\$
Partie non courante	33 041		32 316	
Investissements totaux	39 734	\$	39 373	\$

Valeur comptable au coût amorti	Au		31 mars 2023	
	30 septembre 2023			
Obligations des Provinces	9 617	\$	9 336	\$
Obligations fédérales (note 14)	1 001		1 001	
Certificats de placement garanti	29 116		29 036	
	39 734	\$	39 373	\$

La juste valeur de ces placements peut être établie à partir : a) des cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (niveau 1); b) de données d'entrée autres que des cours relevant du niveau 1 qui sont observables directement (c.-à-d. des prix) ou indirectement (c.-à-d. des données dérivées de prix) concernant l'actif ou le passif (niveau 2); c) de données d'entrée sur l'actif ou le passif ne reposant pas sur des données de marché observables (données d'entrée non observables) (niveau 3). Comme la juste valeur des placements de CDC n'est pas établie à partir de données cotées sur un marché actif, elle est plutôt déterminée à partir de cours sur un marché hors cote décentralisé, ce qui relève du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

La partie courante des placements est constituée d'instruments échéant à moins d'un an.

Juste valeur	Au		31 mars 2023	
	30 septembre 2023			
Obligations des Provinces	9 167	\$	9 155	\$
Obligations fédérales (note 14)	966		970	
Certificats de placement garanti	29 635		29 183	
	39 768	\$	39 308	\$

	Au 30 septembre 2023				
	Taux d'intérêt effectif	Taux d'intérêt nominal	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Total
<i>Obligations</i>					
Obligations fédérales (note 14)	1,7 %	1,8 %	— \$	1 001 \$	1 001 \$
Obligations des Provinces	1,2% - 4,6 %	2,3% - 4,6 %	1 458	8 159	9 617
Certificats de placement garanti	0,9% - 5,1 %	0,9% - 5,1 %	5 236	23 880	29 116
			6 694 \$	33 040 \$	39 734 \$

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les variations liées aux immobilisations corporelles sont présentées dans le tableau suivant.

Coût	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Solde au 31 mars 2023	649 \$	1 421 \$	1 893 \$	3 963 \$
Acquisitions	—	7	937	944
Solde au 30 septembre 2023	649 \$	1 428 \$	2 830 \$	4 907 \$

Cumul des amortissements

Solde au 31 mars 2023	567 \$	951 \$	520 \$	2 038 \$
Amortissements	34	76	108	218
Solde au 30 septembre 2023	601 \$	1 027 \$	628 \$	2 256 \$

Valeur comptable nette par catégorie d'actifs

Valeur comptable nette au 31 mars 2023	82 \$	470 \$	1 373 \$	1 925 \$
Valeur comptable nette au 30 septembre 2023	48 \$	401 \$	2 202 \$	2 651 \$

Aucune perte de valeur n'a été observée au titre des immobilisations corporelles.

8. AVANTAGES DU PERSONNEL

8.1 AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL À LONG TERME

Les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme représentent l'obligation de la Société relative au coût estimatif des congés de maladie de ses employés, des indemnités versées à certains employés à leur départ à la retraite ainsi que des prestations d'assurance maladie, de soins dentaires et d'assurance-vie du personnel retraité. Ce régime d'avantages sociaux n'est pas capitalisé et ne comporte pas d'actif, ce qui entraîne un déficit du régime qui équivaut à l'obligation au titre des prestations constituées.

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont présentées dans le *Rapport annuel 2022-2023*. La dernière évaluation actuarielle de la charge au titre des avantages du personnel remonte au 31 mars 2023. La prochaine évaluation actuarielle est prévue pour mars 2026 ou plus tôt au besoin.

	Au	
	30 septembre 2023	31 mars 2023
Partie courante	2 471 \$	2 403 \$
Partie non courante	33 087	31 519
Total des avantages du personnel	35 558 \$	33 922 \$

Suivent les variations de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies de l'exercice :

Solde au 31 mars 2023	33 922 \$
Coût des services rendus au cours de la période	1 119
Intérêts sur la valeur actualisée de l'obligation	878
Primes au titre des avantages du personnel	(361)
Solde au 30 septembre 2023	35 558 \$

Les montants comptabilisés dans l'état du résultat et du résultat global intermédiaire résumé de la période à l'égard de ce régime d'avantages sont les suivants :

	Trimestre clos le 30 septembre		Semestre clos le 30 septembre	
	2023	2022	2023	2022
Coût des services rendus au cours de la période	554 \$	436 \$	1 119 \$	873 \$
Intérêts sur la valeur actualisée de l'obligation	444	348	878	696
Charge au titre des avantages du personnel	998 \$	784 \$	1 997 \$	1 569 \$

9. COMPTABILISATION DES PRODUITS

9.1 MÉTHODE COMPTABLE

Il y a comptabilisation de produits à recevoir lorsque, à la date de clôture, la somme facturée pour les services rendus est supérieure aux droits demandés en application de contrats de services à forfait.

9.2 INFORMATION SECTORIELLE ET VENTILÉE SUR LES PRODUITS

Pour l'analyse des résultats de la Société, la direction considère les produits (horaires ou forfaitaires) par région, par secteur d'activité et par type de marché. Les tableaux ci-après ventilent l'information sur les produits par source principale et par région :

Trimestre clos le 30 septembre 2023

Secteur d'activité							
Région	Gestion des marchés	Gestion des projets et des programmes	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Passation de marchés	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total des produits, par région
Atlantique	2 718 \$	1 049 \$	418 \$	485 \$	510 \$	926 \$	6 106 \$
Québec	2 865	1 308	612	442	441	479	6 147
Capitale nationale	2 444	4 421	1 785	154	180	434	9 418
Ontario	3 786	1 407	1 085	663	1 239	782	8 963
Ouest	3 601	1 412	515	767	320	283	6 898
Pacifique	2 424	1 097	315	343	212	402	4 794
Siège social	52	23	133	514	323	—	1 045
Total des produits, par secteur d'activité	17 891 \$	10 717 \$	4 864 \$	3 367 \$	3 224 \$	3 307 \$	43 371 \$

Trimestre clos le 30 septembre 2022

Secteur d'activité							
Région	Gestion des marchés	Gestion des projets et des programmes	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Passation de marchés	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total des produits, par région
Atlantique	2 555 \$	1 025 \$	597 \$	457 \$	291 \$	854 \$	5 779 \$
Québec	2 612	1 091	509	379	314	339	5 244
Capitale nationale	1 806	3 363	1 671	140	73	437	7 490
Ontario	3 583	1 117	864	569	932	606	7 671
Ouest	3 161	1 267	408	776	223	300	6 135
Pacifique	2 210	1 062	233	252	154	177	4 088
Siège social	58	10	61	491	319	—	939
Total des produits, par secteur d'activité	15 985 \$	8 935 \$	4 343 \$	3 064 \$	2 306 \$	2 713 \$	37 346 \$

Semestre clos le 30 septembre 2023

Secteur d'activité

Région	Gestion des marchés	Gestion des projets et des programmes	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Passation de marchés	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total des produits, par région
Atlantique	5 417 \$	2 258 \$	1 019 \$	1 073 \$	1 015 \$	1 820 \$	12 602 \$
Québec	6 177	2 769	1 260	912	879	1 079	13 076
Capitale nationale	4 754	8 629	3 628	301	342	887	18 541
Ontario	8 318	2 909	1 944	1 316	2 263	1 547	18 297
Ouest	7 133	3 055	1 076	1 580	586	569	13 999
Pacifique	5 286	2 360	619	696	399	746	10 106
Siège social	133	73	273	1 039	799	—	2 317
Total des produits, par secteur d'activité	37 218 \$	22 053 \$	9 819 \$	6 917 \$	6 283 \$	6 648 \$	88 938 \$

Semestre clos le 30 septembre 2022

Secteur d'activité

Région	Gestion des marchés	Gestion des projets et des programmes	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Passation de marchés	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total des produits, par région
Atlantique	5 304 \$	2 147 \$	1 246 \$	992 \$	567 \$	1 651 \$	11 907 \$
Québec	5 495	2 365	1 008	822	658	893	11 241
Capitale nationale	3 583	7 031	3 428	291	153	1 054	15 540
Ontario	7 135	2 524	1 801	1 154	2 141	1 282	16 037
Ouest	6 383	2 759	763	1 582	478	535	12 500
Pacifique	4 620	2 068	442	494	304	355	8 283
Siège social	171	18	105	940	747	—	1 981
Total des produits, par secteur d'activité	32 691 \$	18 912 \$	8 793 \$	6 275 \$	5 048 \$	5 770 \$	77 489 \$

Les tableaux ci-après ventilent l'information sur les produits par région et par type de marché.

Produits horaires	Trimestre clos le 30 septembre		Semestre clos le 30 septembre	
	2023	2022	2023	2022
Région				
Atlantique	1 507 \$	1 454 \$	2 794 \$	2 690 \$
Québec	1 941	1 758	4 135	3 356
Capitale nationale	8 014	6 807	15 794	13 356
Ontario	2 214	2 140	4 362	4 321
Ouest	1 311	1 334	2 595	2 482
Pacifique	1 171	1 439	2 502	2 861
Siège social	647	650	1 471	1 265
Total des produits horaires	16 805 \$	15 582 \$	33 653 \$	30 331 \$

Produits forfaitaires Région	Trimestre clos le 30 septembre		Semestre clos le 30 septembre	
	2023	2022	2023	2022
Atlantique	4 599 \$	4 325 \$	9 808 \$	9 217 \$
Québec	4 206	3 485	8 941	7 885
Capitale nationale	1 404	684	2 747	2 184
Ontario	6 749	5 531	13 935	11 716
Ouest	5 587	4 802	11 404	10 018
Pacifique	3 623	2 649	7 604	5 422
Siège social	398	288	846	716
Total des produits forfaitaires	26 566 \$	21 764 \$	55 285 \$	47 158 \$
Produits totaux	43 371 \$	37 346 \$	88 938 \$	77 489 \$

Au 30 septembre 2023, des produits comptabilisés d'avance totalisant 4 147 \$ (1 299 \$ au 31 mars 2023) se rapportaient à des obligations de prestation n'ayant pas encore été satisfaites. La direction s'attend à ce que le solde soit comptabilisé en produits d'ici le 31 mars 2024. Les variations des produits comptabilisés d'avance pour le trimestre sont présentées dans le tableau suivant.

	30 septembre 2023	31 mars 2023
Solde à l'ouverture de la période	1 299 \$	1 285 \$
Comptabilisation des produits comptabilisés d'avance	(248)	(473)
Montants facturés et produits comptabilisés d'avance	3 096	487
Solde à la clôture de la période	4 147 \$	1 299 \$



10. CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Les charges opérationnelles et frais d'administration pour l'exercice sont présentés dans le tableau suivant :

	Trimestre clos le 30 septembre		Semestre clos le 30 septembre	
	2023	2022	2023	2022
Infonuagique	572 \$	453 \$	1 122 \$	900 \$
Entretien de logiciels	472	386	919	824
Services professionnels	383	347	824	707
Formation et perfectionnement des employés	325	154	674	290
Location de matériel	262	290	472	549
Exploitation d'installations louées	244	181	514	428
Mobilier et équipement	221	18	251	25
Téléphonie et communication de données	170	218	335	399
Services, fournitures et matériel de bureau	159	132	308	305
Déplacements	156	117	370	223
Services et communications clients	118	116	217	228
Réinstallation d'employés	80	74	109	114
Recrutement	75	54	217	65
Matériel informatique	71	17	87	25
Hébergement	40	25	104	45
Logiciels	37	11	103	71
Abonnements et adhésions	33	18	58	46
Autres	17	4	23	8
Poste et transport de marchandises	12	6	17	13
Améliorations locatives	—	11	—	11
Total des charges opérationnelles et frais d'administration	3 447 \$	2 632 \$	6 724 \$	5 276 \$

11. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT

	Trimestre clos le 30 septembre		Semestre clos le 30 septembre	
	2023	2022	2023	2022
Produit d'intérêts sur les placements	328 \$	106 \$	620 \$	200 \$
Produit d'intérêts sur les dépôts bancaires	318 \$	287 \$	592 \$	422 \$
Charges d'intérêts sur les obligations locatives	64 \$	49 \$	116 \$	101 \$
Acquisition d'immobilisations corporelles non payée	(155) \$	(60) \$	69 \$	— \$

12. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES CONNEXES

12.1 RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier ne s'acquitte pas de ses obligations au titre de cet instrument financier. La valeur comptable des actifs financiers exposés au risque de crédit était de 97 319 \$ au 30 septembre 2023 (89 517 \$ en mars 2023) et représentait l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

Comme la Société n'a pas recours à des dérivés de crédit ni à des instruments similaires pour atténuer ce risque, le risque maximal équivaut à la pleine valeur comptable ou nominale de l'actif financier. La Société cherche à atténuer le plus possible le risque de crédit lié à la trésorerie en ne déposant ses fonds qu'auprès d'établissements financiers de bonne réputation et de grande qualité.

La Société n'est pas vraiment exposée au risque de crédit lié à ses créances clients, étant donné qu'elles sont toutes exigibles de ministères du gouvernement du Canada. Elle est exposée à un risque de concentration des créances clients avec le MDN, tel que décrit à la note 14. Compte tenu des taux de défaut de paiement observés dans le passé et de l'analyse chronologique des créances, la Société croit qu'il n'y a pas lieu de calculer les pertes de crédit attendues.

Les autres actifs sont formés des soldes d'avances sur frais de déplacement consentis à des membres du personnel et de prêts aux employés pour l'achat d'ordinateurs. Les charges payées d'avance ne sont pas incorporées aux autres actifs.

Le tableau suivant indique la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN) des actifs financiers assujettis au risque de crédit.

Au 30 septembre 2023				
	Juste valeur par le biais du résultat net		Coût amorti	Valeur comptable totale
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20 520 \$	—	\$	20 520 \$
Placements	—	39 734		39 734
Créances clients	—	35 173		35 173
Autres créances	—	1 886		1 886
Autres actifs	—	6		6
Total des actifs financiers	20 520 \$	76 799	\$	97 319 \$

Au 31 mars 2023				
	Juste valeur par le biais du résultat net		Coût amorti	Valeur comptable totale
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16 563 \$	—	\$	16 563 \$
Placements	—	39 373		39 373
Créances clients	—	31 961		31 961
Autres créances	—	1 607		1 607
Autres actifs	—	13		13
Total des actifs financiers	16 563 \$	72 954	\$	89 517 \$

12.2 RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à s'acquitter de ses obligations financières. La valeur comptable des passifs financiers au titre des fournisseurs et dettes diverses se chiffrait à 11 694 \$ au 30 septembre 2023 (8 506 \$ au 31 mars 2023) et représentait l'exposition maximale de la Société. La Société gère son risque de liquidité en contrôlant et gérant ses flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ainsi qu'aux activités d'investissement prévues. Le risque de liquidité est faible, étant donné que la Société n'a aucun instrument de créance et qu'elle tire ses flux de trésorerie des services qu'elle fournit au gouvernement du Canada. Tous les fournisseurs et dettes diverses arrivent à échéance en six mois ou moins. Les fournisseurs et dettes diverses comprennent les soldes dus aux fournisseurs. Les taxes à la consommation à payer et les congés et heures supplémentaires à payer ne sont pas compris dans les fournisseurs et dettes diverses. De plus, au 30 septembre 2023, les actifs financiers de la Société ont dépassé son passif financier de 85 625 \$ (81 011 \$ le 31 mars 2023).

Le tableau suivant indique l'échéancier des passifs financiers contractuels, y compris les charges d'intérêts estimés :

	Au 30 septembre 2023		
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Échéance à six mois ou moins
Fournisseurs et dettes diverses	11 694 \$	11 694 \$	11 694 \$
Passifs financiers	11 694 \$	11 694 \$	11 694 \$

	Au 31 mars 2023		
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Échéance à six mois ou moins
Fournisseurs et dettes diverses	8 506 \$	8 506 \$	8 506 \$
Passifs financiers	8 506 \$	8 506 \$	8 506 \$

12.3 RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. De par leur nature et leurs caractéristiques sous-jacentes, les actifs et passifs financiers de la Société ne sont pas exposés aux fluctuations du risque de change ou de l'autre risque de prix.

La Société s'expose aux fluctuations des taux d'intérêt sur ses placements. Au 30 septembre 2023, tous les placements (39 734 \$) étaient constitués d'instruments à taux fixe (39 373 \$ au 31 mars 2023). Des fluctuations des taux d'intérêt pourraient se répercuter sur la juste valeur de ces instruments, La direction compte néanmoins les détenir jusqu'à leur échéance. La Société a établi que le risque de marché à cet égard était négligeable.

13. CONTRATS DE LOCATION

13.1 ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION

Les actifs au titre de droits d'utilisation de la Société comprennent des locaux à bureaux et des installations pour le matériel informatique (entrepôt de données). La Société a tenu compte des options de prolongation dans les évaluations de ses obligations locatives lorsqu'il était raisonnablement certain qu'elle allait les exercer.

Les variations des actifs au titre de droits d'utilisation sont présentées dans le tableau suivant :

	Location de locaux à bureaux		Location d'entrepôts de données		Total
Solde au 31 mars 2023	6 033	\$	163	\$	6 196 \$
Acquisitions	1 017		—		1 165
Modifications	148		—		148
Amortissements	(550)		(61)		(611)
Solde au 30 septembre 2023	6 648	\$	102	\$	6 750 \$

13.2 OBLIGATIONS LOCATIVES

	Au	
	30 septembre 2023	31 mars 2023
Partie courante	847 \$	1 310 \$
Partie non courante	6 259	5 287
Total des obligations locatives	7 106 \$	6 597 \$

Solde au 31 mars 2023	6 597	\$
Acquisitions	1 017	
Modifications	148	
Paievements	(772)	
Charges d'intérêts	116	
Solde au 30 septembre 2023	7 106	\$

Le tableau ci-après présente les flux de trésorerie contractuels non actualisés liés aux obligations locatives au 30 septembre 2023.

Un an ou moins	1 085	\$
De un an à deux ans	672	\$
De deux à cinq ans	2 066	\$
Plus de 5 ans	4 734	\$
Total	8 557	\$

Pour le deuxième trimestre, les charges relatives aux paiements de loyer variables non comprises dans le calcul des obligations locatives étaient de 244 \$, alors que les mêmes charges pour la même période de l'exercice précédent étaient de 181 \$. Les charges pour le cumul annuel jusqu'à ce jour étaient de 514 \$, tandis que les mêmes charges pour la même période en 2022-2023 étaient de 428 \$. Ces charges correspondent aux charges opérationnelles, aux impôts fonciers et aux frais d'assurance. Il n'y a pas eu de charges relatives aux contrats de location à court terme, et les charges relatives aux contrats de location d'actifs de faible valeur ont été négligeables. Les sorties de trésorerie totales pour les contrats de location étaient de 643 \$ pour le deuxième trimestre (le montant pour la même période en 2022-2023 était de 547 \$). Cela comprenait 335 \$ pour le paiement du capital sur les obligations locatives, le montant pour la même période en 2022-2023 était de 317 \$. Les sorties de trésorerie totales pour les contrats de location étaient de 1 286 \$ pour l'exercice à ce jour (le montant pour la même période en 2022-2023 était de 1 161 \$). Cela comprenait 656 \$ pour le paiement du capital sur les obligations locatives, le montant pour la même période en 2022-2023 était de 632 \$.



14. TRANSACTIONS ET SOLDES AVEC DES PARTIES LIÉES

La Société est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada selon le principe de la propriété commune. La Société conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal des activités s'inscrivant dans son mandat. Ces transactions sont évaluées à la juste valeur, c'est-à-dire au montant réel de la contrepartie donnée ou reçue pour les services fournis. Les produits que la Société a tirés de ses services facturés au cours du deuxième trimestre se chiffrent à 43 371 \$ comparativement à 37 346 \$ au cours de la même période en 2022-2023; ces produits proviennent des services fournis à des entités appartenant au gouvernement du Canada. Pour l'exercice à ce jour, ces produits totalisent 88 938 \$, contre 77 489 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les créances et les dettes des parties liées qui sont incluses dans les créances clients et les fournisseurs et dettes diverses, respectivement, figurent dans le tableau suivant :

	Au			
	30 septembre 2023		31 mars 2023	
Créances :				
Ministère de la Défense nationale (MDN)	32 586	\$	30 007	\$
Agence de logement des Forces canadiennes	2 253		1 749	
Centre de la sécurité des télécommunications	297		150	
Services partagés Canada	37		55	
	35 173	\$	31 961	\$
Dettes :				
Services partagés Canada	4		4	
Ministère de la Justice du Canada	75		153	
	79	\$	157	\$

La Société a engagé des charges à l'égard d'autres ministères du gouvernement du Canada. Ces transactions ont totalisé 187 \$ pour le deuxième trimestre, contre 247 \$ pour la période correspondante de 2022-2023. Les transactions ont totalisé 481 \$ pour le cumul de l'exercice 2023-2024 à ce jour, contre 421 \$ pour la période correspondante de 2022-2023. Parmi ces charges, la Société a recouvré 162 \$ du MDN au deuxième trimestre et 452 \$ pour le cumul de l'exercice à ce jour.

Conformément au protocole d'entente conclu entre le MDN et la Société, le MDN doit fournir sans frais des locaux à bureaux au personnel de la Société assurant la prestation de services dans les bases et au sein des escadres du MDN et à d'autres emplacements. Lorsque de tels locaux ne sont pas fournis ou que le personnel de la Société assurant la prestation des services ne peut occuper des installations du MDN, la Société recouvre ses frais de logement sous forme de décaissements remboursables ou à même le tarif horaire fixé pour les services fournis.

Le 2 mars 2022, la Société a racheté une obligation de 1 002 \$ émise par la Société canadienne d'hypothèques et de logement. La valeur comptable de l'obligation est de 1 001 \$ au 30 septembre 2023. Au 31 mars 2023, la valeur comptable était de 1 001 \$. La Société a réalisé des produits financiers de 4 \$ sur l'obligation au deuxième trimestre et de 9 \$ pour l'exercice à ce jour, cohérents avec ceux réalisés au cours de la même période en 2022-2023.

15. PASSIFS ÉVENTUELS

Le nombre et la valeur des actions en justice intentées à l'encontre de la Société aux termes de dispositions contractuelles illustrent bien les efforts qu'elle déploie pour régler les différends contractuels. Au 30 septembre 2023, 12 réclamations étaient en cours, pour une valeur totalisant 14 557 \$. Celles-ci étaient liées à des marchés que CDC avait lancés pour le compte de ses clients-partenaires. Au 31 mars 2023, 12 réclamations étaient en cours, pour une valeur totalisant 14 557 \$.

Conformément au protocole d'entente passé avec la Société, le MDN assume les risques juridiques et financiers associés aux réclamations qui découlent de marchés intervenus entre des tiers et la Société. Aussi n'encourt-elle aucun risque financier associé au règlement de ces réclamations contractuelles et n'a-t-elle donc pas jugé opportun de constituer une provision pour litiges dans ses états financiers.

De plus, au 30 septembre 2023, une réclamation fondée en droit, non liée au MDN, et pour laquelle la sortie de ressources nécessaires pour régler l'obligation ne peut être estimée ou n'est pas probable pour le moment, était en cours. Aucun montant n'avait été comptabilisé relativement à cette réclamation au 30 septembre 2023.

